

Discrédit interne et poussée militaire extérieure.

L'attention reste fixée sur Beijing pour déceler des signes d'évolution, alors même que le pouvoir d'Etat demeure pour quelques semaines encore dans les mains de l'ancienne équipe dirigeante. Lutter contre la corruption, contre les festins coûteux, assurer qu'on accepte la critique : le langage n'est pas vraiment nouveau. En revanche, condamner (le 5 février) des voyous pour avoir agressé et enfermé des pétitionnaires dans la capitale marque un progrès ; et affirmer que la justice doit être indépendante (Xi Jinping, 23 février). Plus intéressant encore, c'est la suspension le 5 février par la province du Yunnan du régime de rééducation par le travail, punition administrative décidée en tout arbitraire et pouvant mener à quatre ans d'internement sans procès.

Mais ces indices de changement sont de portée limitée. Si l'on a condamné les voyous, l'on n'a pas inquiété les autorités locales qui avaient commandé l'opération. L'indépendance de la justice semble incompatible avec la doctrine officielle de rejet de la séparation des pouvoirs. La province du Yunnan, aux frontières du Sud, n'est pas la plus représentative avec ses nombreuses minorités nationales et sa décision de suspendre le laojiao fut démentie dès le lendemain par Xinhua. Quant à la citation de Xin Jinping sur l'acceptation de la critique, la censure l'a déjà retirée plus d'une fois des éditoriaux... Une hirondelle ne fait donc pas le printemps, ou pour reprendre l'image chinoise, il ne sert de rien de gratter la botte si le pied vous démange.

Un changement en profondeur demande évidemment des mesures plus radicales. 1) la mise au pas d'un appareil de propagande qui se permet de changer les éditoriaux de la presse sans prévenir 2) la suppression des Comités politiques et juridiques du parti, au niveau national et local, qui assurent partout la suprématie du parti sur les organes d'Etat et 3) le rattachement effectif de l'armée à l'Etat et non au parti, transfert aujourd'hui impensable puisque le plus important personnage du pays est le président de la

Commission militaire du P.C.C.. C'est ce poste qui avait permis à Deng Xiaoping d'ordonner le massacre de 1989.

La situation présente, avec ses annonces et ses démentis, ses mots d'ordre repris puis censurés, est d'autant plus difficile à analyser qu'elle se caractérise par deux mouvements contraires : une contestation et un discrédit grandissant des autorités dans le pays ; l'affirmation croissante de la puissance à l'extérieur.

Le 26 février, le mouvement démocratique a fait un coup d'éclat en diffusant sur Weibo-Twitter – c'est-à-dire hors circuits censurables – une lettre ouverte demandant la ratification du Pacte international pour les droits civiques et politiques. Le parti s'y était engagé, notamment dans les années précédant les Jeux olympiques de 2008 mais ne l'a pas fait. Le mois précédent, le scandale de la substitution à Guangzhou d'un éditorial du Nouvel an à la gloire du parti à un texte exprimant l'espérance d'un progrès en profondeur vers l'Etat de droit avait mobilisé journalistes et intellectuels contre l'arbitraire des services de propagande. Le 27 février dans la capitale, des banderoles demandaient que les officiels déclarent leur fortune personnelle, ce qui faciliterait la lutte contre la corruption. Partout l'internet persiffle le parti et raille le conservatisme. Et l'on ne voit guère le mouvement se calmer.

Mais à l'extérieur, il en va tout autrement. La Chine se pose en relève de la puissance américaine, y compris sur le plan militaire. Apparemment, certains dirigeants se souviennent de la citation de Deng Xiaoping Cacher ses talents et attendre son heure : ils estiment que les temps sont venus : «Le monde extérieur doit bien comprendre que des changements sont survenus dans la défense nationale de la Chine et dans sa pensée stratégique vers l'extérieur avec la montée de sa puissance nationale... Dieu n'a pas accordé aux États-Unis le droit de maintenir pour toujours une supériorité stratégique mondiale. Les

>>>

lois de l'histoire quant à la montée et à la chute des grands pays ne sont pas déterminées par la volonté subjective de l'un d'entre eux» (Centre d'information de l'internet, 29 janvier)

La Chine aussi a ses alliés : «Face aux États-Unis qui renforcent constamment leurs alliances militaires, la Chine n'a aucune raison de mener un combat solitaire et doit donner toutes leurs mesures aux rôles stratégiques de la Russie et de la Corée du Nord» (Quotidien du peuple, 30 janvier)

Dans ses vœux de bonne année aux forces militaires, le nouveau secrétaire général du parti, Xi Jinping a insisté sur la nécessité pour une armée longtemps restée hors de tout conflit de se tenir prête au combat et de s'exercer dans «les conditions réelles d'une guerre». Et puisqu'il faut rivaliser avec l'Amérique, autant commencer sans tarder à réfléchir sur la construction d'un porte-avions nucléaire (South China Morning Post, 23 février).

L'expansion maritime s'affirme : prise en charge le 18 février du port en eaux profondes de Gwadar au Pakistan, pas très loin du détroit d'Ormuz ; envoi le 16 février pour la première fois d'une escadre – un contre-torpilleur, une frégate et un porteur d'hélicoptères - en mission dans le golfe d'Aden et les eaux somaliennes, officiellement pour escorter les bâtiments chinois et les préserver du piratage et des prises d'otages.

Avec le Japon, le litige sur l'archipel Diaoyutai-Senkaku débouche sur des démonstrations de force aux issues incertaines. Le jeu n'est pas sans danger à patrouiller chaque semaine dans des eaux contestées, au risque d'incidents incontrôlés. Le 30 janvier, un avion F-15 japonais serait passé à cinq mètres seulement d'un avion patrouilleur chinois : un accrochage eût fait des morts et conduit à un conflit de forme imprévisible.

Les pays frontaliers s'inquiètent et réorientent leur diplomatie économique. Naguère premier investisseur en Chine, le Japon se tourne maintenant vers l'Indonésie et le Vietnam lui réserve désormais un large accueil. La Mongolie a cessé en janvier ses livraisons de charbon à coke dont l'industrie chinoise a grand besoin. Des tensions apparaissent au sein même de l'Organisation de coopération de Shanghai : un membre du parlement kirghiz demandait le 21 février que soit mis fin à l'immigration chinoise, génératrice d'incidents quotidiens ; en janvier, seize ouvriers ont été blessés dans une bagarre avec des villageois de Kurshab dans la région d'Osh - dans le sud-ouest du pays.

La Chine assure bien sûr que tous ces progrès en armement n'ont d'objectifs que défensifs. Tous les États l'affirment et l'on est libre de les croire. La difficulté, s'agissant de Beijing, c'est l'audace avec laquelle les autorités profèrent les contre-vérités et la vigueur du négationnisme d'État.

Non, il n'y a pas de censure chinoise ; non, il n'y a pas de contrôle de l'internet ; oui, Liu Xiaobo est un criminel ; oui, la Chine est un État de droit et respecte sa constitution, la liberté d'expression et d'association ; oui la Chine socialiste est un État où les ouvriers et les paysans ont la direction du pays ; oui, la Chine combat de toutes ses forces la contrefaçon industrielle et la copie des brevets.

Nous voyons tout au contraire : les écrivains partisans du multipartisme (Liu Xiaobo et d'autres) ne sont pas des criminels ; il est odieux d'enfermer leurs proches pour des années à résidence par simple décision policière (cas de l'épouse de Liu Xiaobo) ; tout pratiquant de l'internet chinois à l'expérience personnelle de la censure ; enfin cet État si apte à contrôler le fin fond des ordinateurs peut évidemment empêcher ses industriels de produire 80% de la contrefaçon mondiale et ses sociétés minières, d'envoyer au fond des mineurs non formés à la sécurité et à la prévention des accidents du travail.

S'agissant des intentions extérieures, nécessairement secrètes, par quel miracle seraient-elles conformes à ce qu'en disent les autorités : pacifisme foncier, volonté de tout régler par la négociation, refus radical du cyber-espionnage ? On a, au moins par prudence, le droit, voire le devoir, d'en douter. Pour être cru, il ne faut pas commencer par mentir ouvertement.

Le fonctionnement interne du parti incline lui-même à la suspicion avec cette tradition déshonorante d'attaquer les adversaires en les dénigrant sur le plan personnel comme fraudeurs, délinquants, corrompus ou obsédés sexuels, voire assassins. La lettre des cent trente-cinq Nobel demandant la liberté pour le co-lauréat Liu Xiaobo n'était qu'une «opération de publicité bon marché». De ces pratiques de flétrissure, l'Europe jouit d'une solide expérience car tous les partis totalitaires ou soutenant des régimes totalitaires en sont ou en furent coutumiers. Et l'histoire l'a montré : le mensonge d'État mène au pire.

SOMMAIRE

Liberté d'expression et d'information. Contrôle de l'internet.	4
Mouvement démocratique et répression. Liberté religieuse.	4 - 5
Avocats. Appareil judiciaire. Criminalité.	5 - 6
Condition salariale. Conditions de vie. Conflits du travail.	6 - 7
Condition paysanne . Évictions foncières. Environnement.	7
Minorités ethniques	7- 9
. Question tibétaine	
. Question ouïghoure	
. Question mongole	
Hongkong - Macao	9
Conflits maritimes	9 -10
Informations diverses	10 - 11
Sources d'information	11
Bibliographie	11
<i>Communiqué de presse sur la remise de pétition en faveur de Liu Xiaobo</i>	12 - 13

(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 9 yuan)

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET D'INFORMATION. CONTRÔLE DE L'INTERNET.

- 25 févr.** **La B.B.C. se plaint du brouillage de ses émissions radio** (ondes courtes) en anglais sur le territoire chinois et pense que les responsables en sont les autorités chinoises. Son site internet est bloqué. Les programmes radio de Voice of America et de Radio Free Asia sont également brouillés. La Chine brouille depuis des années les émissions de ces chaînes en langue vernaculaire mais s'abstenait d'attaquer celles de langue anglaise. *(Reuters, 25 février)*
- 25 févr.** **La société aéronautique, de défense et de navigation spatiale E.A.D.S.** a informé le gouvernement allemand des attaques cybernétiques dont elle fut l'objet en 2012. Le groupe ThyssenKrupp a subi des agressions particulièrement intenses cette même année. Dans tous ces cas, l'adresse des hackers était chinoise. Selon le responsable fédéral pour la Sécurité publique, «la grande majorité des attaques détectées sur les organismes gouvernementaux allemands ont une origine chinoise». *(Der Spiegel, 25 février)*
- 19 févr.** **L'ancien président de Google pour la Chine, Li Kaifu, s'est vu interdire pour trois jours l'utilisation de ses microblogs.** Il avait critiqué le moteur de recherche Jike, lié au parti communiste et financé sur fonds publics, lors d'un forum tenu le week-end précédent. Les blogs de Li Kaifu ont de nombreux lecteurs, aussi bien sur Sina weibo (trente millions) que sur Tencent weibo (vingt-quatre millions) *(South China Morning Post, 19 février.)*
- 15 févr.** **À l'issue de sept mois de détention pour «subversion»** (il avait enquêté sur les circonstances de la mort suspecte du militant Li Wangyang en juin 2012), le dissident du Hunan Zhu Chengzhi a été placé en résidence surveillée en janv. Il a pu cependant visiter sa famille à l'occasion de la fête du Printemps. *(South China Morning Post, 15 février)*
- 6 févr.** **Arrestation pour «incitation à la subversion du pouvoir d'État» d'une cybernaute du Sichuan,** Cheng Wanyun, qui avait critiqué sur Weibo le nouveau secrétaire général du parti. Ses amis se sont rendus devant sa prison à Xicheng pour protester au nom de la liberté d'expression. Après quatre jours et de manière surprenante, Cheng Wanyun a retrouvé la liberté. En 2011, lors de la «Révolution de jasmin», elle avait été arrêtée pour «atteinte à la sécurité publique» et «création de troubles». *(Weiquanwang, 11 février)*
- 30 janv.** **Le New York Times déclare qu'il subit depuis quatre mois des attaques de hackers** en provenance de Chine. Elles ont commencé en septembre 2012, alors que le journal allait publier une enquête sur la fortune du premier ministre chinois et de sa famille. Les pirates se sont introduits par les comptes mails des correspondants de Shanghai et d'Inde. Ils auraient découvert cinquante-trois mots de passe de salariés du journal. Le lendemain, le Wall Street Journal a annoncé, lui aussi, des attaques sur ses ordinateurs en provenance de Chine. *(R.S.F., 5 février)*

MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE. RÉPRESSION. LIBERTÉ RELIGIEUSE.

- 26 févr.** **Dans une lettre ouverte adressée au gouvernement** et diffusée sur Weibo (Twitter chinois), cent-vingt et une personnalités¹ demandent la ratification du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (O.N.U., 1966). Le Pacte reconnaît de nombreux droits individuels – notamment liberté d'expression et de religion, protections des individus, suffrage universel et secret – que le Parti communiste

¹ Dont le juriste He Weifang, l'économiste Mao Yushi, le dissident Ranyunfei, les avocats-juristes Pu Zhiqiang et Xu Zhiyong, le journaliste Wang Keqin, l'écrivain Wang Lixiong.

peut difficilement accepter et appliquer. L'usage de Weibo empêche pratiquement l'intervention de la censure, en raison de la vitesse de réexpédition des documents. L'initiative est d'autant plus gênante pour le pouvoir que la Chine, signataire en 1998, avait promis de le ratifier «dès que possible». (*TeaLeafNation*, 27 février)

25 févr. **Selon un rapport de China Aid, la pression s'alourdit sur les groupes de fidèles non enregistrés auprès de l'une des trois églises «patriotiques».** Le nombre des incidents provoqués par les autorités aurait augmenté de 42% en 2012. Les moyens utilisés seraient la résiliation des loyers, les coupures d'eau et d'électricité dans les bâtiments affectés aux offices. Ils auraient remplacé les incarcérations de prêtres, fréquentes quelques années plus tôt. Le rapport note cent trente-deux cas de harcèlement en 2012 ; ils auraient touché 4.919 Chrétiens, dont quatre cent quarante-deux chefs de communauté. Le nombre des détenus serait de 1.441. (*Laogai Foundation*, 25 février)

18 févr. **Arrêtée le 25 septembre, la militante des droits civiques Wei Qin,** signataire de la Charte 08, n'a eu depuis aucun contact quiconque. La police affirme que son cas est à l'instruction et refuse les visites de sa famille. Elle est officiellement accusée depuis le 1er novembre de «causer des troubles». Wei Qin a commencé à pétitionner après la démolition de sa maison en 2004. Elle a aidé d'autres protestataires. Elle a déjà passé quinze mois en camp de rééducation. (*Wei quanwang*, 18 février)

16 févr. **Condamnation à quinze mois de camp de rééducation de Pei Fugui,** un militant de Beijing qui avait fondé une «maison des pétitionnaires» pour aider ces derniers lors de leur séjour dans la capitale. Il était détenu depuis la fin 2012 et l'on était sans nouvelles. Le 16 février, son épouse a informé de sa condamnation datée du 28 septembre. Le motif de son envoi en camp serait la «création de troubles» ; il refusait que les pétitionnaires aient à payer un ticket d'autobus, louait pour eux des appartements à bas prix et avait peint des slogans contre la corruption sur les murs de sa maison. (*Wei quanwang*, 16 février)

6 févr. **Le tribunal de Qidong (Jiangsu) a condamné seize personnes à des peines** allant de un an à un et demi de prison pour leur participation le 28 juillet 2012 à des manifestations violentes : ils auraient voulu forcer l'entrée de bâtiments administratifs, causé des dégâts aux biens et commis des vols. Les protestations étaient dirigées contre le projet d'une conduite de drainage qui aurait déversé dans la mer les eaux usées d'une usine du groupe papetier Oji. Les autorités ont annulé le projet quelques heures seulement après la manifestation. (*Xinhua*, 6 février)

5 févr. **Condamnation par le tribunal de Chaoyang à Beijing de dix personnes** qui avaient «illégalement» emprisonné onze pétitionnaires du Hunan en avril 2012. Les peines vont de six mois à deux ans de prison. Ils les avaient enfermées pendant deux à six jours. Trois des dix prévenus étaient mineurs et leur peine fut assortie de sursis. Outre l'incarcération, les condamnés devront verser une compensation financière à chaque victime. (*Xinhua*, 5 février)

Note : Il est fréquent que des autorités locales, craignant que des malversations soient dénoncées à Beijing par des pétitionnaires, recrutent des voyous pour les intercepter à leur arrivée dans la capitale, les enfermer à l'écart du public et les rapatrier de force. Dans le cas présent, les voyous ont été condamnés – et c'est nouveau – mais ceux qui les ont recrutés ne sont pas poursuivis.

AVOCATS . APPAREIL JUDICIAIRE. CRIMINALITÉ.

23 févr. **Devant un groupe d'étude relevant du bureau politique du parti communiste,** le Secrétaire général Xi Jinping a demandé que le travail des juges et celui du Parquet s'exercent dans l'indépendance et dans le respect des lois. Il s'est prononcé pour le renforcement des contrôles de légalité sur l'action administrative, dans le cadre d'un «système juridique socialiste à caractéristiques chinoises». (*Xinhua*, 24 février)

17 févr. **Sept cent quatre fonctionnaires de Shanghai ont été sanctionnés en 2012 pour**

violation des règles administratives ou de la discipline du parti communiste. Soixante-treize ont comparu devant les tribunaux. Selon le Secrétaire du parti pour Shanghai et membre du Comité central du parti, Han Zheng, il s'agit de répondre à l'attente du public quant à la lutte contre la corruption et de s'attaquer à l'une des causes qui ternissent l'image du parti communiste. (*Xinhua*, 17 février)

15 févr. China Human Rights Defenders rapporte que plusieurs condamnés à la rééducation par le travail (laodong jiaoyang) ont quitté les camps avant le terme de la condamnation. Ce qui porte à s'interroger sur l'éventuelle suppression du laoiao :

- 9 février. Xiao Yong, militant du Hunan envoyé en camp en juillet 2012, notamment pour avoir soulevé la question de la mort suspecte du dissident Li Wangyang, est désormais assigné à résidence à son domicile.
- 8 février. Mao Hengfeng, militante du droit au logement à Shanghai, condamnée en octobre à dix-huit mois de camp pour «assemblée et trouble à l'ordre public» est revenue à son domicile où elle se trouve en résidence surveillée pour le reste de sa peine. Elle souffre d'hypertension artérielle.
- 11 janv. La pétitionnaire du Shandong Li Hongwei est remise en liberté trois mois avant le terme d'une peine de vingt et un mois. Elle avait été condamnée en juillet 2011 après avoir attaqué les autorités en justice pour sa détention en prison clandestine.
- 6 janv. Remise en liberté avant terme de Ma Lijun, pétitionnaire du Hubei, condamnée en août 2011 à dix-huit mois de camp pour avoir «causé des troubles dans un lieu public». Frappée par la police et faute de soins médicaux en cours de détention, elle serait gravement handicapée.
- 17 décembre. Remise en liberté du Huang Chengcheng, détenu depuis mars 2011 et condamné à deux ans de camp pour «incitation à la subversion du pouvoir d'État» ; il avait envoyé des messages sur internet relatifs à la «révolution de jasmin». L'accusation aurait été levée. Le même jour et dans le même camp, et avec le même abandon de charges, remise en liberté de Dai Yuquan, un pétitionnaire handicapé qui demandait compensation pour des blessures sur son lieu de travail.

5 févr. Les autorités du Yunnan déclarent qu'elles ont suspendu le régime de rééducation par le travail avec effet immédiat. Le laoiao permet, sans passer par les tribunaux, d'envoyer dans des camps les pétitionnaires, ceux qui «troublent l'ordre social», ceux qui s'en prennent aux officiels ou qui, d'une manière ou d'une autre, «menacent la sécurité nationale». Les condamnés au laoiao actuellement dans les camps y resteront jusqu'au bout de leur peine. Mais le lendemain, il est annoncé que les autorités du Yunnan ne peuvent prendre une telle décision sans l'accord des autorités centrales.

Le 28 janvier, un fonctionnaire du Guangdong avait annoncé que la province renoncerait au laoiao, dès approbation de la réforme du système des camps par l'Assemblée nationale. Les dissidents craignent que cette réforme, au lieu d'une suppression, soit seulement un changement de terminologie. (*Xinhua*, 6 février)

27 janv. Plusieurs centaines d'avocats, de militants des droits civiques et de responsables de mouvements associatifs demandent à la Cour suprême de ne pas donner l'ordre d'exécuter Li Yan, une victime de violences conjugales répétées, qui avait tué son époux en novembre 2010. L'arrêt des tribunaux n'avait pas pris en compte les violences, ni le fait que l'accusée avait demandé en vain le secours de la police et de la Fédération des femmes. (*Weiwanwang*, 27 janvier)

CONDITION SALARIALE. CONDITIONS DE VIE. CONFLITS DU TRAVAIL.

20 févr. L'administration de la sécurité industrielle déclare qu'elle suspendra ou arrêtera les activités de plus de cinq mille mines non charbonnières en 2013. Il se propose ainsi de maintenir le nombre des décès dans ce type d'exploitation en dessous de neuf cents, notamment en installant des systèmes de surveillance et en renforçant les dispositifs existants. (*Xinhua*, 20 février)

- 12 févr.** **Le taux de mortalité au travail chez les ouvriers des mines de charbon est de trente-sept décès pour cent millions de tonnes extraites en 2012**, à comparer avec 56,4 décès en 2011 et avec le taux de 1,9 aux États-Unis (2011). Le nombre des morts est passé de 1.973 en 2011 à 1.384 en 2012. 43% des décès surviennent dans des exploitations minières illégales, dépourvues de permis d'extraction. 93% des explosions sont dues à des défauts dans le système de ventilation. (*Xinhua*, 12 février)
- 5 févr.** **Condamnation par un tribunal de Taiyuan (Shanxi) de quarante personnes qui avaient dissimulé une explosion meurtrière** survenue dans un tunnel le 25 décembre 2012. L'accident qui avait fait huit morts et cinq blessés n'avait été découvert que par un message posté sur l'internet cinq jours plus tard. Parmi les condamnés figurent quatorze employés d'une société chargée de la construction du tunnel. (*Xinhua*, 5 février)
- 29 janv.** **Selon une étude de la Harvard Business Review portant sur deux cent soixante-seize entreprises de secteurs industriels dangereux** tels que l'exploitation minière, le taux de mortalité au travail est cinq fois plus élevé lorsque les entreprises sont connectées au pouvoir politique. En effet, comme une étude du China Labour Bulletin – Research report on the coal mining industry - l'a montré en 2008, les pouvoirs locaux sont souvent directement impliqués dans la gestion des mines et sont peu portés à respecter des obligations coûteuses en matière de sécurité. (*China Labour Bulletin*, 29 janvier)

CONDITION PAYSANNE. ÉVICTIONS FONCIÈRES. ENVIRONNEMENT.

- 20 févr.** **Selon un rapport du ministère chinois de la Protection de l'environnement**, dix millions d'hectares de terres agricoles, soit 10% d'entre elles, seraient contaminés par des métaux lourds, ce qui affecterait douze millions de tonnes de céréales. Une étude remontant à 2002 a montré que 28% des échantillons de riz prélevés contenaient une dose excessive de plomb et que 10,3% recelaient du cadmium, information confirmée par une étude menée en 2007 par l'Université de Nanjing. (*Epoch Times*, 20 février)
- 18 févr.** **Vingt et une écoles de Shanghai ont demandé à leurs élèves de ne plus porter l'uniforme de l'établissement**, après la découverte d'une teinture cancérigène dans ces vêtements. L'usine qui les produit fournit les établissements scolaires shanghaiens depuis cinq ans ; elle vend quinze mille uniformes chaque année. (*Xinhua*, 18 février)
- 13 févr.** **Pour protéger l'environnement, les autorités ont découragé la vente de feux d'artifice pendant la Fête du Printemps** ; elles en ont limité l'usage à la période allant du 9 au 24 février. Les ventes sont inférieures de 37% à celles de 2012. (*Xinhua*, 13 février)
- 7 janv.** **Suicide par le feu devant un bâtiment administratif d'un travailleur migrant du Jiangxi**, Hu Tengping, alors que sa maison était détruite par des inconnus sans qu'il y ait le moindre accord à ce sujet. Hu était retourné dans son village pour la fête du printemps. Le 14 février, il était encore dans le coma. Les fonctionnaires ont promis de prendre en charge toutes les dépenses médicales si la famille se taisait sur l'incident. (*Weiquanwang*, 14 février)

MINORITÉS ETHNIQUES

QUESTION TIBETAINE

- 27 févr.** **Arrestation au Gansu de cinq Tibétains pour avoir incité à trois suicides par le feu**. La police accuse l'un d'entre eux d'être venu spécialement de la préfecture d'Aba (Sichuan) pour «

organiser » les immolations, en liaison avec deux journalistes de la Voix de l'Amérique. (*Xinhua*, 27 février)

Les immolations de protestation tibétaines se sont poursuivies en février, portant à cent sept le nombre des suicides par le feu depuis la révolte de 2009. Le nombre des morts s'élève à quatre-vingt-neuf.

- 25 février. Suicide par le feu de trois jeunes Tibétains. Le premier, Tsezung Kyab (27 ans), s'est immolé au monastère Shitsang du district Lucu, dans la préfecture autonome Gannan (Gansu). Il était le cousin de Pema Dorjee, qui était mort dans les mêmes circonstances et au même lieu en décembre 2012. Le deuxième, Phakmo Dhondup, avait échoué dans sa tentative la veille, près du monastère Jachung dans le district Hualong du Qinghai.

Le troisième (19 ans) s'est mis en flammes dans une rue du village de Hezhi, préfecture de Aba (Sichuan) (*Xinhua*, 25 février ; *Kyodo*, 26 février)

- 19 février. Immolations par le feu de deux Tibétains de moins de vingt ans devant les bâtiments administratifs du village Jiangzha situé dans la préfecture autonome tibétaine et Qiang de Aba (Sichuan). Depuis 2009, cent quatre Tibétains se sont immolés par le feu pour protester contre la politique chinoise à l'égard de leur culture et de leur territoire et quatre-vingt huit d'entre eux sont morts. (*Kyodo*, 20 février)
- 17 février. Suicide par le feu de Namlha Tsering (48 ans) dans le district Xiahe, situé dans la préfecture autonome Gannan du Gansu. Quelques jours plus tôt, un Tibétain de 26 ans avait fait de même dans la préfecture autonome Kanlho de la même province. Un autre suicide est survenu le 13 février, à Katmandou ; la victime avait 26 ans. C'est le premier suicide mentionné dans la capitale du Népal. (*Kyodo*, 18 février)

20 févr. **Après la tournée effectuée du 2 au 5 février au Gansu, la police de cette province a arrêté plus de cent Tibétains**, accusés d'inciter à la «subversion du pouvoir d'État». Ses effectifs ont été renforcés. Au Qinghai (préfecture de Huangnan) de novembre au 7 février, soixante-dix personnes avaient été placées en détention «car suspectées d'inciter des innocents à s'immoler». (*Cheng Ming*, 20 février ; *Xinhua*, 7 février)

8 févr. **Un tribunal de la préfecture autonome Huangnan (Qinghai) a condamné à treize ans d'emprisonnement un Tibétain de 27 ans**, Phagpa, pour homicide intentionnel et incitation au séparatisme. Il lui était reproché d'avoir poussé un moine du monastère Dowa (district de Tongren) à se suicider par le feu. Une sœur du moine était parvenue à le dissuader de s'immoler. (*Xinhua*, 8 février)

4 févr. **On apprend que Kunchok Nyima, du monastère Drepung, a été condamné à vingt ans de prison** pour avoir incité aux protestations de mars 2008. On était sans nouvelles de sa situation exacte depuis son arrestation en avril 2008. Ardent défenseur de la culture tibétaine, Kunchok Nyima était connu pour ses positions modérées, il avait servi de médiateur entre les manifestants et la police. (*Tibetan Centre for Human Rights and Democracy*, 4 février)

31 janv. **Condamnation pour homicide intentionnel de deux Tibétains** qui en auraient incité huit autres à se suicider par le feu. Le tribunal d'Aba (Sichuan) a condamné le premier à mort, avec sursis à exécution de deux ans ; le second, son neveu, à dix ans de prison. Sur les huit Tibétains qui auraient subi leurs pressions psychologiques, trois seraient morts ; les cinq autres n'auraient pas été jusqu'au bout. Le même jour, un tribunal de Gannan (Gansu) a infligé une peine de trois à douze ans de prison à six Tibétains déclarés impliqués dans un suicide par le feu du mois d'octobre. (*Xinhua*, 31 janvier)

QUESTION OUIGHOURE

13 févr. **Mirhemitjan Muzepper, ancien employé de la chaîne de télévision Phénix, subit une peine de onze ans d'emprisonnement pour séparatisme.** Il avait fait office de traducteur lors d'une enquête de Phénix sur la ville de Kashgar ; son travail aurait eu «de très mauvaises conséquences». La chaîne Phénix, proche du pouvoir chinois, n'a jamais informé du sort de son employé. (*Ouighour en ligne*, 13 février)

11 févr. **Des paysans ouighours**, notamment dans la région de Hotan (Xinjiang) seraient contraints de fournir du travail gratuit au titre de «l'unité nationale», faute de quoi il leur serait imposé une contribution

annuelle de 1.500 yuan. Ces corvées porteraient sur le défrichage de terres destinées à l'agriculture. Officiellement, la fourniture de travail gratuit est abolie. Les sommes collectées serviraient à rémunérer des travailleurs Han, travaillant sur les mêmes chantiers. (R.F.A., 11 février)

QUESTION MONGOLE

- 24 févr.** **L'épouse et le fils de Hada, le prisonnier politique mongol le plus connu, ont disparu depuis la fin du mois de janvier ;** leur famille n'a pu les joindre d'aucune manière. Quant à Hada, sorti de prison le 10 décembre 2010 après quinze ans d'incarcération, il reste – en toute illégalité – détenu dans une prison secrète de Huhehot, la capitale de la Mongolie intérieure ; personne n'a pu le rencontrer récemment. (SMHRIC, 24 février)
- 31 janv.** **La militante Huchinhuu, écrivain et membre de l'Alliance démocratique de Mongolie méridionale** que préside Hada, arrêtée en novembre 2010, a été assignée à résidence à l'issue de ses deux ans de détention. (SMHRIC, 31 janvier)

HONGKONG - MACAO

- 8 févr.** **Condamnation à neuf mois de prison de Koo Sze-yiu (66 ans),** pour avoir brûlé le drapeau chinois et celui de Hongkong le 10 juin 2012 et le 1 janvier 2013. Il voulait exprimer sa désapprobation des autorités de Beijing pour l'incarcération du Prix Nobel Liu Xiaobo et pour le décès suspect en hôpital du militant hunanais Li Wangyang. Il reprochait aussi au gouvernement de Hongkong de n'être qu'une marionnette manipulée par le Bureau de liaison de Beijing installé à Hongkong. (South China Morning Post, 8 février)

LES CONFLITS MARITIMES

Les entrées litigieuses de navires chinois dans les eaux entourant l'archipel des Senkaku-Diaoyutai se répètent. Elles donnent lieu à des échanges radio : le côté japonais demandant le départ du bateau chinois, celui-ci répondant qu'il a tous les droits puisqu'il est sur le territoire national ; puis l'administration nipponne émet une protestation auprès des autorités chinoises. Citons :

- 28 février. Trois bâtiments chinois de surveillance maritime ont pénétré les alentours de l'archipel. Non loin, mais hors de la zone litigieuse, se trouvaient deux bateaux de gardes-pêches chinois. (Kyodo, 28 février)
 - 24 février. Un bâtiment de patrouille pour la pêche est entré pendant quinze minutes dans les eaux de l'archipel Diaoyutai. Il l'avait déjà fait la veille pendant vingt minutes. Peu après, trois navires de surveillance ont pénétré la zone à deux reprises et y sont restés trois heures. Il s'agit de la trentième entrée de bâtiments chinois dans les eaux litigieuses depuis le mois de septembre. (Kyodo, 24 février)
 - 18 février. Trois bateaux de surveillance chinois sont entrés dans les eaux de l'archipel des Diaoyu (Senkaku). Le gouvernement japonais a émis une vive protestation. Interpelé par les garde-côtes, l'un des bateaux a répondu en chinois et en anglais qu'il s'agissait d'un territoire chinois. (Kyodo, 18 février)
 - 10 février. Quatre bateaux patrouilleurs se sont portés vers l'archipel des Diaoyu. (Kyodo, 10 février)
- 19 févr.** **Le gouvernement chinois a rejeté une proposition philippine** de soumettre les litiges territoriaux à une instance des Nations unies. Il affirme disposer de preuves historiques suffisamment nombreuses pour faire valoir ses droits dans le cadre de discussions bilatérales. (Xinhua, 19 février)
- 18 févr.** **Deux bateaux de surveillance maritime (haijian 84 et 72) sont partis de Guangzhou (Guangdong) pour patrouiller dans la mer de Chine méridionale** et «sauvegarder les

intérêts maritimes du pays». (*Xinhua*, 20 février)

- 17 févr.** **Dans une émission de la chaîne de télévision CCTV-4**, les commentateurs ont rejeté la proposition japonaise d'inscrire l'archipel des Senkaku (Diaoyu) au patrimoine mondial de l'Unesco. Il s'agirait d'une manœuvre pour faire reconnaître indirectement l'appartenance de l'archipel au territoire japonais. La démarche nipponne n'aurait aucun sens puisque les îles ne sont pas japonaises mais chinoises. Beijing annonce une «forte riposte» au cas où le Japon entamerait une visite d'inspection insulaire dans le cadre de la procédure de l'Unesco. (*CCTV-4*, 17 février)
- 13 févr.** **À la demande du gouvernement, les librairies des Philippines ont retiré de la vente les globes terrestres fabriqués en Chine.** Y figure en pointillé la zone maritime revendiquée par Beijing. (*South China Morning Post*, 13 février)
- 10 févr.** **Deux navires sont partis pour la mer de Chine méridionale** (zone de litiges avec le Vietnam, les Philippines, la Malaisie et Brunéi). (*Kyodo*, 10 février)
- 2 févr.** **Officiellement «pour des raisons de mises à jour techniques», le ministère des Affaires étrangères a restreint l'accès à ses archives** depuis le début de l'année. En décembre, un journaliste de l'agence nipponne Jiji y avait trouvé un document gouvernemental de dix pages daté de 1950, dans lequel l'archipel des Diaoyu-Senkaku était présenté comme relevant de l'archipel des Ryukyu (préfecture d'Okinawa), actuellement territoire japonais. Le document confortait ainsi la position du gouvernement de Tokyo et infirmait celle de Beijing selon laquelle les îles ont de tout temps appartenu à la Chine. (*South China Morning Post*, 2 février)

INFORMATIONS DIVERSES

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).

- 21 février.** La somme des produits intérieurs bruts des trente et une régions et municipalités autonomes atteignait en 2012 57.690 milliards de yuan (6,92 milliards d'euros). Mais le P.I.B. annoncé par l'administration centrale était inférieur de 5.760 milliards de yuan (691 milliards d'euros), équivalent du P.I.B. de la province du Guangdong. (*Epoch Times*, 21 février)
- Note :** Le journal estime que ces divergences montrent que les statistiques chinoises sont «frauduleuses». Il est vrai que la rapidité avec laquelle le P.I.B. national est chiffré en début d'année est désarmante et ne contribue pas à la crédibilité des chiffres. Cependant le P.I.B. national est inévitablement inférieur à la somme des P.I.B. provinciaux puisqu'il faut en déduire les échanges entre provinces pour éviter les doubles comptes, comme dans les comptes consolidés des entreprises.
- 20 février.** Le nombre moyen des utilisateurs quotidiens de Sina Weibo (équivalent de twitter) s'élève à 46,2 millions. (*Xinhua*, 20 février)
- 20 février.** La Chine pourrait devenir le premier importateur des fusées sol-air S 400 Triumpf fabriquées par la Russie. Il s'agit d'un engin relativement coûteux que peu d'États peuvent s'offrir. Elle a d'autre part signé un accord pour l'acquisition de l'avion polyvalent russe Sukhoi Su-35. Elle possède déjà le plus gros parc mondial de Su-27-30n avec deux cent quatre-vingt un appareils. Elle produit en outre des avions de combat J-11B, l'équivalent du Su-27. (*Interfax-AVN military news agency*, 20 février)
- 13 février.** Selon l'administration chinoise des douanes, la somme des exportations et des importations de la Chine s'est élevée à 3.867 milliards de dollars en 2012 ; celle des États-Unis, à 3,882 milliards, soit quinze milliards de plus. Les deux chiffres reposent sur le mode de calcul de l'Organisation mondiale du commerce. (*Xinhua*, 13 février)
- 11 février.** Selon un rapport de l'Académie des Sciences, l'économie locale au niveau du district contribue en 2010 pour 49,8% au produit intérieur brut national. (*Xinhua*, 11 février)

- 1 février. Le Prix Nobel de littérature 2012 Mo Yan figure parmi les prochains membres de la Conférence consultative du Peuple chinois (Xinhua, 2 février) ; l'autre récipiendaire d'un Nobel, Liu Xiaobo, est en prison à Jingzhou.

SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., Boxun, China Information Center, China Labour Bulletin, Chine-Information, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Civil Rights & Livelihood Watch, Committee to Protect Journalists, Confédération internationale des syndicats libres, DaJiyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Human Rights Campaign in China, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, Kaifang, Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng Guancha, Ming Pao, Mirror Books, Molihua, New Century News, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Rights Campaign, S.M.H.R.I.C., South China Morning Post, The Stan-dard, TealeafNation, Tibetan Centre for Human Rights and Democracy, Utopia, Weiquan Wang, Weiwuerzaixian, Wen Wei Po.

BIBLIOGRAPHIE

- **Apti Exposing One of China's Cyber Espionage Units.** Mandiant. 19 février 2013, 74 pp. Format PDF.
Travail de recherche fort intéressant, mené par une société américaine de sécurité sur l'internet et qui décrit le travail d'une unité spéciale de l'armée chinoise en charge de cyber-espionnage. Les autorités chinoises nient en bloc les résultats de l'étude et nous n'avons pas les moyens de porter un jugement sur le fond. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas signaler le document.
Accessible sur le site <http://www.mandiant.com/>
- **Attacks on the Press : Journalism on the World' Front Lines** . Committee to Protect Journalists, 304 pp, février 2013. 24 €.
Informations sur le site : <http://eu.wiley.com/WileyCDA/WileyTitle/productCd-1118550552,descCd->
- **Annual Report 2013 : Events of 2012.** Human Rights Watch, 31 janvier 2013. 680 pp. Sur la Chine, voir pages 300 à 314.
En français, une version abrégée ; sur la Chine, voir pages 87 à 96.
Accessible sur le site : [http:// www.hrw.org/](http://www.hrw.org/) en format PDF
- **The Hidden Gulag : the Lives and Voices of «Those Who Are Sent to the Mountains».** Committee For Human Rights In North Korea, décembre 2012. 243 pp.
Un rapport actualisé et bien informé sur le système répressif de la Corée du Nord, pays frontalier et allié stratégique de la Chine. Accessible sur le site <http://www.hrnk.org/> en format PDF

POUR PRENDRE CONTACT, écrire à :
communication@ldh-france.org en indiquant en objet de
votre mail : «Groupe Chine».

> COMMUNIQUÉ DE PRESSE



*****Communiqué de Presse*****

Chine : Nouvelle mobilisation mondiale pour libérer Liu Xiaobo
450.000 Citoyens dans 130 pays rejoignent 135 Lauréats du Prix Nobel
pour demander sa libération.

- *Les sympathisants de Liu Xiaobo, le seul Nobeliste actuellement emprisonné dans le monde, et de son épouse Liu Xia ont remis des pétitions aux Ambassades de la Chine à travers le monde*

HONG KONG, PARIS, WASHINGTON, DC, 27th February 2013 – Dans le cadre d'une campagne menée par le Comité international pour Liu Xiaobo, avec le soutien d'Amnesty International, les signatures de centaines de milliers de personnes à travers le monde ont été déposées aujourd'hui aux Ambassades de la Chine pour demander la libération immédiate du lauréat du prix Nobel de la Paix Liu Xiaobo et de son épouse Liu Xia. Les pétitions ont été lancées dans le cadre de la campagne initiée par l'archevêque Desmond Tutu sur change.org.

Cette campagne a été lancée en solidarité avec une lettre signée par 135 lauréats du prix Nobel réclamant la libération de Liu Xiaobo. Plus de 450 000 personnes dans 130 pays ont signé la pétition qui a été remise aux autorités chinoises à Berlin, à Hong Kong, à Taipei, à Paris, à Londres, à New York et à Washington.

« Aujourd'hui, 450 000 signatures de pétition sont remises aux autorités chinoises à Hong Kong, Paris, Washington et dans d'autres villes » a déclaré l'archevêque Desmond Tutu, à l'origine de la pétition demandant la libération de Liu Xiaobo, lauréat comme lui du prix Nobel de la paix. « Ces signatures représentent la voix des personnes à travers le monde qui exhortent le nouveau gouvernement chinois à libérer Liu Xiaobo et sa femme Liu Xia. Nous espérons qu'elles montreront à la Chine que le monde soutient sa volonté d'entendre la voix de son peuple ».

Liu Xiaobo est détenu depuis décembre 2008 et son épouse se trouve en résidence surveillée depuis octobre 2010. Le lauréat du prix Nobel purge une peine de onze ans d'emprisonnement pour « incitation à la subversion du pouvoir de l'État » en raison de son rôle de rédacteur principal de la Charte 08, manifeste appelant à la reconnaissance des droits fondamentaux en Chine.

De Hong Kong à Washington, des sympathisants se sont photographiés dans des lieux célèbres avec l'image de Liu Xiaobo sur une chaise vide afin d'attirer l'attention sur son emprisonnement, avant de remettre la pétition.

« C'est formidable de voir un tel afflux massif et sincère de soutien pour Liu Xiaobo et Liu Xia, a déclaré Jared Genser, fondateur de Freedom Now – organisation membre du Comité International pour Liu Xiaobo – et avocat international pro bono du couple. À l'évidence, le mouvement citoyen lancé par l'archevêque Desmond Tutu parle d'une seule voix lorsqu'il demande la libération immédiate des Liu. Nous exhortons le gouvernement chinois à tenir compte de cet impératif moral. »

Depuis le début de la campagne en décembre 2012, chaque signature de la pétition collectée sur change.org a été envoyée aux hauts responsables des consulats et ambassades chinois à travers le monde.

« Liu Xiaobo et Liu Xia représentent les espoirs et les aspirations de millions de Chinois qui sont actuellement réduits au silence. Cette marque de solidarité de personnes à travers le monde adresse un message fort au gouvernement chinois en faveur de la libération de ce couple courageux et de tous les autres prisonniers d'opinion », a souligné Salil Shetty, secrétaire général d'Amnesty International.

Campagne de Desmond Tutu pour la libération de Liu Xiaobo – pétition en ligne : <https://www.change.org/petitions/chinese-leader-xi-jinping-release-imprisoned-nobel-peace-prize-winner-liu-xiaobo-and-wife-liu-xia>

Pour plus d'informations :

Comité international de soutien à Liu Xiaobo, veuillez prendre contact avec : Emmanouil Athanasiou, +33 6 85 73 54 95

Freedom Now : Patrick Griffith, pgriffith@freedom-now.org, +1.202.223.3733 China Solidarity (CS) : Marie Holzman, marie@holzman.fr, +33-630-809-281

Initiatives for China : John King, johnking@initiativesforchina.org

French Human Rights League : Alain Bouc : alainbouc@sfr.fr, +33 1 42 57 34 66

Human Rights Watch : Sophie Richardson : +1-917-721-7473

Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture : Séverine Durand : + 33 6 20 98 38 75

Human Rights Foundation : Javier El-Hage : javier@thehrf.org, +1 212.246.8486

Reporters sans frontières : Benjamin Ismaïl, +33 1 44 83 84 70

Global Justice Center : Stephanie Johanssen : sjohanssen@globaljusticecenter.net, +1 (212) 725.6530 Ext. 209

Friends of Liu Xiaobo (FoLXB) : www.freelxb.com ou contacter campaign@freelxb.com, ou press@freelxb.com pour les médias

Amnesty International : <http://www.amnesty.org/en/media-centre>, press@amnesty.org, +44 207 413 5566